
République islamique du Pakistan
Évaluation de la stratégie et du programme de pays
Réponse du Bureau indépendant de l'évaluation
du FIDA aux observations formulées par les États
membres

Cote du document: EB 2022/137/R.18/Rev.1/Add.1

Point de l'ordre du jour: 11 a) ii)

Date: 30 décembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Indran A. Naidoo

Directeur

Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

courriel: i.naidoo@ifad.org

Fumiko Nakai

Responsable principale de l'évaluation

Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

courriel: f.nakai@ifad.org

| Observations de la Chine | Réponse du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA |
|---|---|
| <p>La Chine note qu'au paragraphe 16, page 16 de l'appendice II de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays en question, il est indiqué que le Pakistan se classe au dernier rang parmi 17 pays d'Asie en ce qui concerne l'environnement économique, la note 21 correspondante mentionnant Taiwan et Hong Kong en tant que pays au même titre que la Chine. Nous considérons que cela est inapproprié.</p> <p>Comme nous le savons tous, il n'y a qu'une seule Chine. Taiwan et Hong Kong font partie du territoire chinois. Lorsque les appellations officielles sont de rigueur, il faut employer les termes « province chinoise de Taiwan » et « région administrative spéciale de Hong Kong (Chine) ». En outre, ces entités ne doivent pas être répertoriées comme des pays, mais uniquement comme des « économies ».</p> <p>À cet égard, nous demandons que ce document soit modifié et qu'une plus grande attention soit accordée à la terminologie à l'avenir.</p> | <p>Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA prend acte de cette observation et y répond en modifiant le document mentionné, conformément aux directives et procédures du FIDA en vigueur et en concertation avec les divisions du FIDA concernées.</p> |

| Observations de l'Inde | Réponse du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA |
|---|---|
| <p>1. L'Inde indique que le projet de document du FIDA à l'examen intitulé « République islamique du Pakistan: Évaluation de la stratégie et du programme de pays » contient des termes qui n'ont ni validité juridique ni crédibilité internationale et qui constituent une violation manifeste des droits souverains de l'Inde sur ses territoires. Par exemple, le document cite à plusieurs reprises l'« Azad Jammu-et-Cachemire » (ou son équivalent anglais « Azad Jammu and Kashmir ») (10 occurrences) ou « AJK » (59 occurrences), le « Gilgit-Baltistan » (78 occurrences) et le couloir économique Chine-Pakistan, en anglais « <i>China Pakistan Economic Corridor (CPEC)</i> » (5 occurrences).</p> <p>2. L'Inde s'oppose fermement à la mention de termes inacceptables tels qu'« Azad Jammu-et-Cachemire » (ou son sigle), « Gilgit-Baltistan » et « couloir économique Chine-Pakistan » dans le document.</p> <p>3. L'ensemble du territoire du Jammu-et-Cachemire et du Ladakh constitue une partie intégrante et inaliénable de l'Inde du fait de l'adhésion de droit, complète et inconditionnelle, du Jammu-et-Cachemire à l'Union de l'Inde en 1947. Le Pakistan occupe illégalement et par la force des parties de notre territoire. Les revendications du Pakistan sur les territoires indiens qu'il occupe illégalement n'ont aucune validité juridique. Les termes « Azad Jammu-et-Cachemire » et « Gilgit-Baltistan » sont dépourvus de</p> | <p>Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA prend acte de cette observation et y répond en ajoutant une note et en apportant les modifications voulues au document mentionné afin de clarifier la terminologie utilisée, conformément aux pratiques couramment observées dans les organismes des Nations Unies. Il s'emploie à rédiger un additif en conséquence.</p> <p>Le même document avait été soumis à la cent treizième session du Comité de l'évaluation en juin 2021, où l'Inde était représentée en tant que membre du Comité. Nous n'avions reçu aucune observation de cette nature à ce moment-là.</p> |

| Observations de l'Inde | Réponse du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA |
|--|---|
| <p>crédibilité internationale; ils ne sont pas non plus acceptés par l'Organisation des Nations Unies.</p> <p>4. Toute intervention menée dans des territoires indiens sous occupation pakistanaise constitue une ingérence dans les affaires intérieures de l'Inde et une violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Le « couloir économique Chine-Pakistan », en traversant des parties du Jammu-et-Cachemire et du Ladakh, qui sont des territoires de l'Union sous l'occupation illégale et forcée du Pakistan, empiète sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Inde. C'est pourquoi cette dernière rejette catégoriquement toute référence au couloir économique Chine-Pakistan dans le document du FIDA.</p> <p>5. L'emploi dans un document du FIDA de tels termes, qui n'ont pas de base juridique et ne sont pas acceptés par l'Organisation des Nations Unies, vise à donner une légitimité à l'occupation illégale du territoire indien par le Pakistan et viole la souveraineté de l'Inde, membre (fondateur) du FIDA. L'Inde attend d'une organisation multilatérale neutre et crédible comme le FIDA qu'elle soit à l'écoute de ses principales préoccupations et qu'elle respecte sa souveraineté et son intégrité territoriale.</p> <p>6. Il est donc demandé au FIDA de supprimer du document les termes suivants: « Azad Jammu-et-Cachemire » et son équivalent</p> | |

| Observations de l'Inde | Réponse du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA |
|---|---|
| <p>anglais « Azad Jammu and Kashmir » (ou son sigle « AJK »), « Gilgit-Baltistan » et « <i>China Pakistan Economic Corridor (CPEC)</i> » (couloir économique Chine-Pakistan). Il est également demandé au FIDA de veiller à ce que ces termes, qui portent atteinte à la souveraineté de l'Inde, ne soient pas employés dans les prochaines publications.</p> | |